

Reportage

Troquets et lieux d'aisance : le système D pour le client

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

Envie de soulager un besoin naturel lorsqu'on est dans un bar de n'importe quel quartier? Rien de facile, tant les propriétaires de ces espaces commerciaux se préoccupent peu de cette problématique. À la mairie de Libreville, on assure sévir. Sur le terrain, difficile de percevoir le changement.

QUI a oublié le mort du canal ? Il y a quelques mois, le samedi 9 juin 2018 au soir plus exactement, un cadre de la République, Alain Serge Mbougou, perdait la vie. Il prenait un verre avec des amis quand il a voulu aller se soulager. Voulant échapper aux regards indiscrets, il a avancé plus qu'il ne fallait et a fait une chute... mortelle dans le vide d'un canal, situé derrière la Maison Georges Rawiri.

Mais depuis ce drame, aucune mesure de sécurité n'a été prise en ces lieux. Tout comme la mairie n'a pas jugé utile de donner la force qu'elle mérite à la mesure qui oblige les troquets à disposer des lieux d'aisance.

Même si nul ne peut ré-écrire l'histoire, on peut néanmoins oser s'avancer à une certitude: si des toilettes publiques avaient existé à cet endroit, peut-être que le défunt Alain Serge serait encore parmi nous.

Malheureusement, un petit tour à travers la capitale, vous comprendrez que le lieu dit derrière la Maison Georges Rawiri est loin d'être une exception en matière de commodité de cette nature.

À Derrière-la-prison, un propriétaire de bar explique qu'on lui loue le local sans toilettes. « Si cela ne dépendait que de moi, j'aurais des toilettes bien aménagées, parce que moi-même je suis victime du manque de lieux d'aisance », regrette Rose-Noëlle.

À Plaine-Orety, une tenancière de bar a, à la surprise



La mairie de Libreville, qui soutient sévir, semble impuissante face aux propriétaires de bars.

de certains, aménagé un petit espace toilettes et l'entretien tant bien que mal. « Vous savez, les clients sont tellement abonnés aux mauvaises habitudes qu'il leur arrive de zapper sur ledit coin pour se soulager contre les murs. Pourtant, je passe tout le temps à m'assurer que c'est propre là-dans », regrette Bernadette. **LES TOILETTES, UN PROBLÈME FÉMININ?*** Les hommes s'accommodent-ils mal de ce manque de toilettes ? Rien n'est certain. « Le problème des toilettes est plus féminin que masculin. C'est elles qui ont une anatomie qui exige une certaine discrétion et, surtout, une hygiène appropriée et des toilettes bien tenues pour éviter de s'attraper une Infection sexuellement transmissible. Nous autres, hommes, avons la possibilité de nous soulager là où bon nous semble. Donc très sincèrement, je ne m'en préoccupe pas beaucoup quand j'entre dans un bar », soutient, pour sa part, un client rencontré dans un troquet sirotant sa bière.



La plupart des bars ...

En l'absence d'une législation et de mesures dissuasives, ce genre de commentaires continueront à prospérer, tant l'on est dans une presque norme pour les consommateurs masculins.

Voulez-vous des toilettes bien aménagées ? Seules les boîtes de nuit et les snack-bars semblent se

soucier de ce détail. Pourquoi ? « La question que l'on devrait surtout se poser est celle de savoir si les espaces commerciaux, tels qu'ils sont mis en location, sont-ils aux normes ? En Europe, notre référence, il serait quasi impensable de trouver un local dédié au commerce sans lieu d'aisance », se lamente un propriétaire de

boîte de nuit. Qui indique, malgré tout, que les prix pratiqués dans les snacks et boîtes de nuit obligent leurs tenanciers à offrir un minima de service aux clients.

AVEU D'IMPUISSANCE DE LA MAIRIE* À la mairie de Libreville, on soutient qu'on sévit. « C'est tous les jours que nous interpellons

les opérateurs économiques, mais ils sont têtus. Remarquez, la contravention pour absence de lieu d'aisance s'élève à 50 mille francs. Malgré le paiement et les mises en garde, les propriétaires sanctionnés ne changent rien. À croire qu'ils préfèrent payer », indique-t-on à la mairie centrale. Aveu d'impuissance des agents municipaux ? Il semble que oui. Car, sur le terrain, nul besoin d'être devin pour constater l'absence d'impacts des actions sus-mentionnées par la municipalité. À moins de jouer au chat et à la souris avec les propriétaires de troquets, moyennant quelques dessous de table...

En attendant le jour béni (demain?) où l'arrêté s'appliquera et où les agents municipaux séviront avec la rigueur nécessaire, les consommateurs continuent de polluer de leurs urines commerces, murs et barrières environnants, sans que cela n'émeuve personne.



... et bistrot de la capitale ne disposent pas de lieux d'aisance pour les clients.



C'est ici, au canal, qu'un compatriote a trouvé la mort en voulant se soulager.

Photo : Chris OYAME

Photo : Chris OYAME

Photo : Ariside Moussavou

Photo : DEMAKUIA